

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRE COLOMER
123, Rue Montmartre, PARIS (2°)

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE	POUR L'ÉTRANGER
Un an... 72 fr.	Un an... 112 fr.
Six mois... 36 fr.	Six mois... 56 fr.
Trois mois... 18 fr.	Trois mois... 28 fr.
Chèque postal Feraud 586-65	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

JEANNE MORAND, TRÈS ÉPUISÉE, EST TRANSPORTÉE A L'HÔPITAL où elle persiste à ne point manger

Contre l'épouvantable chose

Contre le crime affreux que le gouvernement de M. Poincaré est en train de commettre en laissant mourir de faim, ou en faisant alimenter de force, sept prisonniers politiques, le Comité de Défense Sociale proteste de toute son énergie.

Il affirme, lui aussi, son entière solidarité avec Jeanne Morand et va s'efforcer de secouer l'opinion publique en l'intéressant au sort douloureusement poignant d'une femme et de six hommes qui, en ce moment de veulerie quasi générale, donnent au monde un exemple de si beau courage.

Le Comité de Défense Sociale ne veut pas que les gouvernants de ce pays assassinent les sept détenus politiques. D'accord avec le Syndicat Unique du Bâtiment, il organise

Un Grand Meeting

Aujourd'hui jeudi à 20 h. 30

GRANDE SALLE DE LA MAISON DES SYNDICATS
33, rue de la Grange-aux-Belles

Il lance un appel pressant aux travailleurs parisiens et à tous les gens de cœur, de quel que parti qu'ils soient. Il espère que les uns et les autres répondront nombreux à son invitation, et accourront.

AU SECOURS

de Jeanne Morand, de Meunier, de Lhomme, de Loréal, de Chauvin, de Doriot et de Tréand, les martyrs de la troisième république.

Les orateurs :

Pierre BESNARD
du C. D. S.

Sébastien FAURE
de l'U. A.

JOUE
du S. U. B.

ROUSSET
du C. D. S.

CANE
du S. U. B.

LEFRANGE
Avocat

vous expliqueront, camarades auditeurs, la longue suite de souffrances que dut endurer Jeanne Morand pour s'être montrée une militante convaincue et une pacifiste dans toute l'acception du mot durant la grande tuerie.

Et vous communiquerez avec eux quand ils vous diront toute la beauté du geste des autres grévistes de la faim.

Jusqu'où ira la cruauté de Colrat ?

Après être venu physiquement à bout d'elle, le sieur Colrat désire-t-il vaincre, aussi à sa façon, le moral de son héroïque victime ?

En un mot, va-t-il faire alimenter de force, à l'aide de la sonde œsophagique, notre vaillante amie ?

Le médecin vit encore Jeanne Morand hier matin. Et devant les progrès du mal, il ordonna immédiatement son transfert à l'hôpital de Corbeil.

Lorsque nous entrons dans la cellule de la prisonnière, si hâte par les supôts du sabre, du goupillon et de la couronne, une « auxiliaire » lui prépare ses petits paquets, opère son démenagement. Jeanne regarde faire, un sourire douloureux aux lèvres.

On devait la conduire à l'hôpital le matin, mais elle voulait, comme elle nous attendait, nous recevoir une dernière fois dans le cadre si triste de sa cellule, où presque chaque jour nous venons, depuis un mois, lui apporter l'espoir d'une imminente libération.

Notre joie est manifeste quand Jeanne nous apprend la décision du docteur.

Mais elle se charge vite de la transformer en une pauvre angoissée.

— Contrairement à ce qu'annoncent les journaux aujourd'hui, je n'ai pas demandé la « faveur » d'une libération conditionnelle. J'ai prié et supplié — oh ! bien trop — le Ministre de me laisser aller soigner, et guérir s'il se peut, ma vieille mère. J'ai réclamé une suspension de peine et j'ai donné ma parole — et on devait y croire — que je me reconstituerais prisonnière au moindre appel de mes garde-chiourme.

On fit la sourde oreille.

Alors je commençai la grève de la faim. Je m'y suis décidée tardivement, après avoir épuisé tous les autres moyens susceptibles de toucher l'indépendant et le cœur de ceux dont ma liberté, provisoire ou définitive, dépend. Je m'y suis décidée après avoir bien réfléchi et calculé où cette protestation pouvait me mener. Avant de faire la grève de la faim, je m'étais arrêtée à cette idée que la mort pouvait être le couronnement de cette manifestation.

J'étais déterminée, alors, à ne point céder.

Je suis toujours dans le même état d'esprit.

A L'HÔPITAL, TOUT COMME ICI, JE NE PRENDRAI AUCUNE NOURRITURE.

— Voyons, Jeanne !

— Oh ! laissez-moi ma force pour lutter contre les autres.

Nous n'insistâmes pas. Nous connaissons notre Jeanne Morand et nous savions que nos objurgations seraient sans effet.

Elle a été transportée à l'hôpital, hier, à 15 heures.

Les grévistes de la Santé ont reçu aussi, hier matin, la visite d'un docteur de l'Administration Pénitentiaire, qui ne put que constater l'état de délabrement physique dans lequel ils se trouvaient. Meunier, surtout, lui inspira de vives inquiétudes ; aussi dans la crainte de le voir succomber en prison, il déclara prendre des mesures pour le faire hospitaliser à Cochon, ainsi que Chauvin et Loréal, les plus mal en point parmi les quatre autres.

Ce soir — à 20 heures 30, grande salle de la Maison des Syndicats, 33, rue de la Grange-aux-Belles — le Comité de Défense Sociale et le Syndicat Unique du Bâtiment organisent un vaste meeting où ils convient la population parisienne à venir en foule se solidariser avec Jeanne Morand et les autres amis, ses codétenus.

Pas un lecteur du *Libertaire* ne manquera ce rendez-vous. Alors que Jeanne Morand est torturée sur un lit d'hôpital par une cohorte de geôliers, vous ne seriez pas dignes du nom d'anarchistes, camarades, si par votre présence vous ne donniez à la réunion de ce soir l'allure grandiose que comporte la situation tragique de Jeanne, l'éternelle blessée, l'éternelle martyre.

Hospitalisés à Cochon

Conformément à ce que nous annonçons plus haut, Chauvin, Loréal et Meunier, ont été transportés à l'hôpital Cochon hier soir, à 20 h. 30.

L'AFFAIRE PHILIPPE DAUDET

Comment on assassine un anarchiste

L'opinion publique s'émeut

Le Procès de la Police commence

M. Marlier est maintenant mis en cause par toute la presse. Certains journaux prennent sa défense, les autres l'accusent, mais aucun ne reste indifférent.

Au sujet des ignobles rapports de police, M. Marlier a fourni ses explications. Nous ne nous y arrêterons pas, car ce n'est pas là que réside l'intérêt de l'affaire.

Toujours est-il que l'hypothèse de l'assassinat de Philippe Daudet par la police conquiert de jour en jour de nouveaux partisans.

M. Dubarry sera bientôt le seul à croire encore au suicide.

Mais là, je veux me répéter, dit M. Léon Daudet, avec la courtoisie qui le caractérise, me traiter une fois encore de « hideux indicateur » : Je suis fermement convaincu que Marlier, Lannes et Cie n'avaient pas connaissance de la véritable identité de celui qu'ils faisaient assassiner. Car si les chefs de la police sont des fripouilles, ce ne sont pourtant pas des imbéciles. Et ils n'avaient aucun intérêt à faire « suicider » Philippe Daudet. Au contraire, connaissant Léon Daudet, ils savaient qu'un tel assassinat leur occasionnerait de multiples ennuis. S'ils avaient pu se douter de la véritable identité du jeune inconnu, ils auraient agi tout autrement.

Mais, dans le visiteur du libraire-mouchard Le Flaoutier, ils n'ont vu qu'un jeune anarchiste décidé, désireux de faire un attentat et prêt à vendre chèrement sa vie. Ils ont cru avoir affaire à un « quelconque » Bonomini. D'où le crime. Puis ils se sont aperçus de l'énorme méprise. D'où la mise en scène.

S'il s'était agi d'un petit anarchiste inconnu, d'un petit Bonomini, comme je le disais plus haut, M. Léon Daudet aurait trouvé toutes les excuses à l'assassinat. « Il faut que la Société se défende », aurait-il dit. Mais voilà, il s'est trouvé que le petit anarchiste était son fils et qu'il y avait là un merveilleux terrain politique à exploiter. Et M. Léon Daudet qui, autrement, aurait célébré en M. Marlier un hardi « défenseur de l'ordre », a immédiatement traité ce dernier d'assassin.

Mais pour nous qui n'enrions pas dans toutes ces petites combinaisons, l'histoire est autre. Peu nous importe la personnalité de l'assassiné. Nous ne voyons qu'une seule chose : c'est qu'un jeune anarchiste a été froidement tué par des policiers. Et cela, nous ne pourrions pas le supporter.

Il faut que la lumière se fasse. Il faut que M. Marlier étale au grand jour ses répugnantes cuisines policières. Il faut qu'il dise comment il a machiné l'assassinat du petit terroriste inconnu.

Il faut un aveu.

Et nous finirons bien par l'obtenir !

Georges VIDAL.

M. Léon Daudet donnait, hier, à son article « Mensonges de l'assassin Marlier », une conclusion que nous approuvons pleinement :

« SI L'ON ME DEMANDAIT QUI VAUT LE MIEUX, DE MARLIER, DE LANNES, OU DE SOLEILLAND, JE REPONDRAIS HARDIMENT : « SOLEILLAND QUI, DU MOINS, OPERAIT LUI-MÊME. »

C'est un éclair de ce bon sens vigoureux qui animait jadis l'écrivain du « Voyage de Shakespeare ». Mais la folie politique ne peut pas permettre au député de Paris de se contenter de la peau d'un policier assassin, il faut qu'il en profite pour tenter d'avoir en outre celle de quelques-uns de ses ennemis politiques. Et comme, depuis l'attentat de Germaine Berton, il nous considère comme ses pires adversaires, le voilà acharné à convaincre ses lecteurs de la complicité des anarchistes du *Libertaire* avec les assassins de la Sûreté Générale. Et c'est ainsi qu'il peut dire sans sourcilier :

« L'accuse Marlier, directeur de la Sûreté générale, et les deux contrôleurs généraux Lannes et Delange. Je les accuse formellement d'avoir fait tuer, sciemment, mon fils Philippe Daudet, âgé de quatorze ans et demi, avec la complicité des indicateurs policiers du *Libertaire* et du mouchard Le Flaoutier, en le faisant passer pour un anarchiste dangereux, décidé à commettre un attentat. »

La même haine politique pousse contre nous les bolchevistes qui, dans l'*Humanité*, reproduisent sans aucun commentaire cette infamie de l'*Action Française*.

Et enfin, voici que surgissait, hier soir, par l'intermédiaire de la *Liberté*, organe officieux du quai des Orfèvres, « une nouvelle version de la tragédie ».

« Aussi croyons-nous devoir jeter dans le débat, aujourd'hui ouvert, cette nouvelle version du drame, dont nous laissons, bien entendu, l'entière responsabilité à la personne de laquelle nous la tenons, mêlée indirectement par ses fonctions à l'enquête judiciaire en cours :

Peut-être m'accusera-t-on de machiavélisme, mais l'affaire ne fait pour moi, à l'heure actuelle, aucun doute.

Lorsque les libertaires ont « tenu » Philippe Daudet, ils ont aussitôt projeté de le faire disparaître. Mais l'assassinat vulgaire comportait de gros risques. Ils ont alors conçu l'abominable dessein de le faire tuer, mieux encore, de le faire tuer par la police. Ce fut chose facile. Il s'agissait simplement de monter le coup de l'attentat, d'en avertir la Sûreté générale et de l'aviser du lieu où elle pourrait trouver le dangereux conspirateur. Ainsi fut-il fait. Le coup de téléphone donné à la rue des Saussaies ne spécifiait-il pas qu'on allait se trouver en présence d'un « exalté prêt à défendre chèrement sa vie », ce qui devait justifier la présence du mot « armé » sur l'ordre confidentiel adressé par le directeur de la Sûreté générale à ses subordonnés ?

La suite est facile à deviner. Philippe Daudet,



— Qu'est-ce que vous cherchez avec votre lanterne ?

— Je cherche le « cœur » de Colrat !..

invité à revenir chez Le Flaoutier, tombe dans le guet-apens policier tendu par les libertaires. Le jeune homme découvre s'affaie : il veut tuer, il est abattu finalement d'un coup de feu. Pour quoi cette précipitation de la part des inspecteurs ? Parce que, en langage policier, le mot « armé », quand il s'agit d'un malfaiteur, justifie l'état de légitime défense.

Où M. Daudet se trompe, — du moins c'est mon avis, — c'est quand il affirme que la Sûreté générale savait qu'elle avait affaire à Philippe Daudet. Je pense, au contraire, que les libertaires avaient intérêt à cacher le nom de leur victime jusque après sa mort. Et je crois que c'est précisément lorsque la direction de la Sûreté générale connut l'identité du délinquant qu'on voulut étouffer l'affaire, par crainte du scandale, et qu'on inventa la fable du suicide. La police avait été jouée par les libertaires ; elle ne voulait pas l'avouer. Mais on ne pourra plus longtemps cacher la vérité. C'est une affaire de jours, d'heures, peut-être !

« Il faut reconnaître que cette hypothèse est très troublante », conclut la *Liberté*.

Oh ! oh ! voilà qui devient significatif ! Il faut vraiment que le torchon brûle : la Sûreté générale pour qu'on fasse insinuer par la « presse amie » de telles « versions »... Sur le point d'être pris les mains dans le sang du petit Philippe, les policiers de Poincaré, Lannes, Marlier et Cie, cherchent a priori une justification de leur crime, une excuse qui puisse atténuer leur forfait aux yeux de leurs accusateurs d'*Action Française*, et en faire retomber la responsabilité sur ces « pelés, ces galeux, d'où nous vient tout le mal » : les Anarchistes !

Et, tandis qu'un des nôtres, un petit compagnon de quinze ans, qui avait projeté de manifester sa révolte par un geste de violence individuelle, est tombé dans un traquenard de police, frappé lâchement comme seulement on sait frapper les « copains », voilà qu'on voudrait rendre les propres frères en idéal et en misère de la victime responsables de cet assassinat, voilà qu'on voudrait rejeter sur : les « échaoussures de cette « curée chaude », parce que l'on s'est aperçu, après coup, que cet anarchiste était le fils de Léon Daudet !

Dans l'*Evénement*, M. Ch. Legendre précise admirablement la question. Il la remet à son point véritable, le seul auquel puissent se rapporter les hommes soucieux d'exactitude dans l'observation des faits et d'équilibre dans le jugement des actes sociaux. Il dit :

« Un fait est certain désormais que signalait Pierre Bertrand dans Le Quotidien, c'est que, même la thèse du suicide du petit Daudet étant admise, la responsabilité de la police semble gravement engagée. »

Sortons, en effet, cette affaire, cette grande affaire, de l'atmosphère politique qui l'environne et peut nous empêcher de la fixer clairement ; mettez à la place de Daudet n'importe quel père de famille. Ne s'annoncerait-il pas de la soudaineté du drame qui vient envahir son foyer et qu'il ait fallu douze policiers armés pour arrêter un enfant que l'on trouve nu dans un fiacre, et que les hommes en armes déclarent n'avoir pas vu sortir d'une maison dont ils gardaient toutes les issues ? Car, enfin, voilà le scénario dans ses traits généraux !

Où, voilà bien toute l'affaire : il s'agit de savoir si l'on va tolérer que, sur un simple récit d'indicateur policier qui aura recueilli, plus ou moins exactement, les propos d'un jeune homme sur CE QU'IL A L'INTENTION DE FAIRE, un chef de la Sûreté s'arroge le droit, sous prétexte que ce gosse est anarchiste, de le juger, de le condamner à mort et de le faire exécuter immédiatement, sans autre forme de procès, dans la boutique d'un de ses mouchards ?

La question est posée. Aux hommes de cœur, aux consciences droites, aux esprits loyaux d'y répondre.

L'affaire Philippe Daudet c'est tout le procès de la police politique qui s'ouvre dans ce pays.

La Ligue des Droits de l'Homme, elle aussi, s'est émue de ce sujet. Voir, en dernière heure, à la troisième page, sa résolution contre les rapports scandaleux de police dans l'affaire Philippe Daudet.

POINTS DE REPÈRE

Du bien et du mal.

Pour comprendre l'évolution de la morale grégaire ou sociale, il est indispensable de se souvenir que le bien est synonyme de « permis » et le mal de « défendu ». Un tel — raconte la Bible — « fit ce qui est mal aux yeux de l'Eternel », et cette phrase se retrouve stéréotypée en de nombreux passages des livres sacrés des Juifs, qui sont aussi ceux des chrétiens ; il faut traduire : Un tel fit ce qui était défendu par la loi religieuse et morale telle qu'elle était établie pour les intérêts de la théocratie israélite... Dans tous les temps et dans tous les grands troupeaux humains, on a toujours appelé « mal » l'ensemble des actes interdits par la convention, écrite ou non, convention variant selon les époques ou les latitudes. C'est ainsi qu'il est mal de s'approprier la propriété de celui qui possède plus qu'il n'en a besoin pour subvenir à ses nécessités — qu'il est mal de tourner en dérision l'idée de Dieu ou ses prêtres — qu'il est mal de nier la patrie, d'entretenir des relations sexuelles avec un consanguin très rapproché. Comme la défense toute seule ne suffit pas, la convention non écrite se cristallise en loi dont la fonction est de réprimer.

Je reconnais tout de suite que l'apparition d'une différence entre le bien et le mal — le permis et le défendu — marque une étape dans le développement de l'intelligence des collectivités. A l'origine, cette différence ne pouvait être que sociale, l'individu ne possédait pas assez d'acquis héréditaires personnels, assez d'expérience mentale particulière pour se passer de l'acquis et de l'expérience, du contrôle du groupe.

Il est compréhensible que le bien et le mal aient été décrétés d'abord d'essence religieuse. Durant toute la période préscientifique, la religion fut à nos ancêtres ce que nous est la science. Les hommes les plus savants d'alors ne concevaient qu'une explication extra-naturelle des phénomènes qu'ils ne comprenaient pas. La coutume religieuse a précédé naturellement la coutume civile.

Tout surprenant que cela nous puisse paraître, à nous, *a posteriori*, vivre dans l'ignorance du bien et du mal conventionnels est un signe d'innocence chez le primitif. Ce n'est pas du tout parce qu'il est près de la nature que le primitif ignore le permis et le défendu — ce n'est pas du tout parce qu'il est « amoral » — c'est tout bonnement parce qu'il ne raisonne ni ne réfléchit...

Au contraire, l'humain actuel qui se place individuellement en marge du bien et du mal, qui se situe personnellement par delà le permis et le défendu, en est au stade supérieur de l'évolution de la personnalité humaine. Il a étudié l'essence de la conception du bien et du mal social ; il s'est demandé ce qui restait du permis et du défendu une fois dépouillés de leurs oripeaux. S'il préfère avoir comme guide l'instinct plutôt que la raison, c'est à la suite de comparaisons et de jugements soigneusement élaborés. S'il donne le pas au raisonnement sur le sentiment ou au sentiment sur le raisonnement, c'est délibérément, sûrement, après avoir sondé son tempérament. Il s'est séparé du troupeau traditionnel, de l'agglomération conventionnelle, parce qu'il a considéré, l'ayant pesé et expérimenté, que la tradition et la convention étaient des entraves à son épanouissement ; autrement dit, il n'est « amoral » qu'après s'être demandé ce que valait « la morale » par rapport à l'individu. Il y a loin de cet hors-morale-là au primitif à peine différencié d'un ancêtre au cerveau encore embrumé, incapable d'opposer son déterminisme personnel au déterminisme ambiant et écrasant.

De l'Art et du corps humain.

Faire du dessin, de la peinture, de la sculpture sans connaître l'anatomie du corps humain, c'est bâtir une maison sans employer le fil à plomb. Il est nécessaire que, sous les plis de la draperie, on devine des membres, de la chair, la saillie des muscles, si on ne veut pas créer des êtres de rêve ou hors nature. Sinon, l'art n'est plus vie ni vérité : il n'est plus que fantasmagorie. Si déformées que soient les parties du corps recouvertes par les vêtements, elles sont de la chair, sillonnées par les veines, enveloppant les os. Tout cela doit se sentir, se pressentir dans un tableau, dans une statue. C'est un corps qui représente l'artiste, non pas un bloc de coton, de laine ou de fer que ne sais quelle matière confectionnée dont émergent une tête et des extrémités de membres.

Il est un peu hasardeux d'affirmer que le vêtement contemporain — paletot et pantalon, jupe et corsage — rentre pour une très grande partie dans la déformation du corps humain. Il est tout aussi hasardeux d'affirmer que tant que l'on a porté une tunique, une tige ou un peplum, le corps ne s'est pas déformé. J'aurais bien voulu voir les corps des esclaves athéniens ou ceux des flottes lacédémoniennes. Je crois qu'ils pouvaient, en fait de déformations, rivaliser avec le corps du mineur ou celui de l'ouvrière de fabrique contemporaines.

D'ailleurs, par les découvertes faites au cours de maintes fouilles, nous savons que les élégantes compatriotes des Hélenes, des Saphos, des Aspasiés se servaient de corsets et d'ingrédients destinés à réparer des ans l'irréparable outrage. Les femmes grecques qui avaient allaité plusieurs enfants ne devaient pas posséder la fermeté de contours qui caractérise la Vénus de Milo !

Si l'on admet que l'art signifie vie et vérité, on aboutit à cette conséquence qu'à moins d'être des menteurs, les artistes devraient représenter le corps humain tel qu'il est, avec les déformations qu'il subit du fait de la déformation professionnelle, de l'existence vécue dans les cités surpeuplées, dans les taudis désolés, dans la misère. Pourquoi dissimuler les tares corporelles, fruit de la civilisation industrielle que nous subissons ? Pourquoi ne représenter toujours que des athlètes ou des oisifs ?

A entendre certains admirateurs de l'art antique, la contemplation du « nu » grec (pour ne citer que celui-là) n'éveille qu'un sentiment absolument « pur ». Tandis qu'on ne pourrait jeter les yeux sur une représentation contemporaine du nu sans qu'il se produise une excitation d'ordre sexuel. Eh bien, il est infiniment probable que le nombre vaissablement élevé de beaux corps qu'on rencontrait chez les anciens — chez ceux qui n'étaient pas des manœuvres — résultait de la suggestion sexuelle qu'exerçait sur la population le grand nombre de statues représentant des êtres nus ou dont le voile laissait deviner les formes. Il y avait une provocation constante à la généralisation... Toute la mythologie grecque est là pour montrer que la pureté d'esprit des anciens Hellènes est un mythe. Les Grecs étaient passionnés pour la forme. Etant passionnés pour la forme, ils ne pouvaient être que des sensuels.

Les artistes florentins pensaient que le visage est le miroir de l'âme, les artistes grecs pensaient que c'est le corps tout entier. Voilà ce qui explique la différence qu'on ne peut s'empêcher de remarquer entre les représentations du corps humain qu'ils nous ont léguées. Le paganisme était tout sensibilité et sensualité. Les Florentins avaient derrière eux les siècles moyenâgeux et leur christianisme prêchant le mépris du corps et le renoncement aux vibrations des sens. On ne se rappelle pas assez que la Renaissance n'a aperçu le paganisme et conçu l'art antique qu'à travers la voile de l'hérédité chrétienne — quatorze ou quinze fois séculaire. Et de cette hérédité, en art comme nous en sommes encore dépendants !

De l'inspiration poétique.

Jamais aucune poésie, la mieux confectionnée qu'il soit ne vaut le poème — mal bâti peut-être — où le poète raconte, comme il le sent, comme il l'a ressenti, un moment de son existence qui l'a impressionné si fortement qu'il a frappé si vivement qu'il éprouve le besoin de l'extérioriser. C'est cette nécessité impérieuse de laisser s'écouler « au dehors », par la voie de la plume ou du chant, ce qui s'accumule « au dedans » qui constitue l'inspiration ou l'impulsion. Je ne prétends pas ici que tout le monde éprouve ce besoin irrésistible d'extérioriser ses impressions, ses émotions, ses sensations — voire ses opinions ; je suis au contraire d'avis que ceux qui connaissent ou ont connu cette nécessité ou ce besoin sont en nombre fort restreint ; beaucoup même qui en écrivent ou en parlent n'y ont jamais rien compris — mais c'est là une digression et je reviens à mon sujet. Donc, je ne crois pas qu'il soit possible d'évoquer chez autrui le souvenir plus ou moins profondément enveillé des heures de jouissance et de souffrance qui l'ont pour un peu de temps arraché au terre-à-terre quotidien — sans avoir expérimenté soi-même les joies, les douleurs, les espérances, les aspirations qu'on décrit.

Sans doute, on peut placer sur les lèvres d'un personnage fictif le récit du moment de bonheur qui vous a ravi, les instants de désespoir qui vous ont torturé. Sans doute, on peut faire exprimer à un être imaginaire de pied en cap les espérances qui, à de certaines périodes de votre vie, ont précipité la circulation de votre sang, les perspectives qui ont surexcité votre activité cérébrale. Mais c'est votre expérience que, sous un masque emprunté, vous exposez, vous livrez à ceux dont le tempérament vibre à l'unisson du vôtre.

Je n'ignore pas qu'on me reprochera d'écrire en système l'autobiographie, peu importe. Prenez garde de ne pas confondre l'artificiel avec l'art et de prendre une perle pour une chevelure naturelle. Quiconque fait métier d'exprimer ou de chanter ce qu'il n'éprouve, ne sent, ne pense — celui-là n'a, selon moi, aucun titre au qualificatif d'artiste ou même d'artisan intellectuel ; il est tout au plus un manœuvre, une façon de marionnette.

E. ARMAND.

Feuillets éparés

La patience du peuple confine à la passivité. Pourtant, ses maîtres, comme à plaisir, multiplient à son égard les provocations insolentes et ses exploiters le pressurent toujours davantage. Le jeu combiné des uns et des autres ajoute chaque jour un peu plus au fardeau déjà pesant de son asservissement.

L'actualité quotidienne fait se succéder les démonstrations d'injustices révoltantes et d'illégalités flagrantes. Entre tant d'autres, deux faits, au hasard.

Récemment, lors du vote des impôts nouveaux, la Chambre décidait, avec une tranquillité désinvolte, que l'impôt sur les salaires subirait la majoration de 20 o/o et que l'impôt extraordinaire sur les bénéfices de guerre serait dispensé de cette augmentation.

Ceux qui paient — ou qui oublient impudemment de payer — l'impôt sur les bénéfices de guerre ont applaudi bruyamment. Ceux qui paieront l'impôt « inique » aggravé n'ont pas bronché. Ils se contenteront de « décaisser », ce qui est une façon nouvelle et élégante d'« encaisser ».

Plus près de nous, ces tout derniers jours, le taux de la majoration des tarifs de chemins de fer a été fixé ainsi : 1^{re} classe, 50 o/o ; 2^e classe 48 o/o ; 3^e classe, 47 o/o. Bravo ! Voilà, au moins, une échelle égalitaire : le riche déboursera plus que le pauvre. Ouais ! c'est la belle face de la médaille. Voyons l'envers : les abonnements ouvriers seront majorés de 64 o/o.

C'est éloquent et catégorique. L'élégant voyageur partant villégiaturer sur la Côte d'Azur sera, proportionnellement, moins frappé par l'augmentation que l'ouvrier allant matin et soir à son travail. C'est d'une astuce invraisemblable.

En des temps moins veules, ces petites iniquités accumulées avec ostentation soulevaient des clameurs de protestations. Au lieu de cela, on n'entend, comme dit l'autre, que du silence.

Un silence par trop impressionnant, même. Serait-il annonciateur du grand tumulte... — Marcel TOUNEY.

Les premiers effets des deux décimes

La Chambre des députés a adopté les projets financiers du gouvernement, qui seront sans aucun doute acceptés par le Sénat, et avant même que la loi soit appliquée, nous en ressentons les bienfaisants effets.

Il est vrai que nous avons un dictateur aux vivres, un ministre de l'Agriculture et une pléiade de fonctionnaires qui vont prendre des nouvelles mesures, aussi inéffectives que les précédentes ; mais l'annonce que quelque chose sera tenté, va mettre l'espoir au cœur des classes laborieuses, qui, à défaut de patates, se nourrissent d'illusions.

C'est un cauchemar, à l'heure qu'il est, pour une femme du peuple de faire son marché avec les maigres ressources, qu'apporte le salaire d'un ouvrier et il faudrait dans chaque famille un ministre des finances, pour transformer en matières alimentaires, les quelques billets de cent sous quotidiens que la mercante, accorde au prolétaire en échange d'un travail de huit ou dix heures.

Quand donc cela s'arrêtera-t-il ? Il faut se nourrir, et les prix actuels sont inaccessibles à la classe ouvrière. Boutiquiers et grossistes s'entendent comme larrons en foire, pour spéculer sur le dos du consommateur. Il faut pourtant que cela ait une fin.

Les petits commerçants si chers à nos orthodoxes communistes, loin de souffrir de cet état de choses, s'enrichissent, chaque jour un peu plus. Ceci est indéniable, si l'on compare la valeur d'un fonds de commerce avec son prix d'achat-guerre ; et les lamentations de l'épicière n'ont d'autres raisons que d'éviter la colère légitime de la femme du peuple qui pourrait manifester un peu brutalement son mécontentement.

Le « Matin » de Bunau-Varilla, devant le prix du sucre, qui atteindra bientôt celui de l'or, a résolu le problème. Il a découvert que cet aliment pris en trop grande quantité était néfaste à l'organisme, et que par conséquent — à quelque chose de malheur est bon — la hausse du sucre nous obligera à restreindre notre consommation.

L'imbécille, bien pensant qui a accouché de cette sottise, ignore probablement qu'il y a longtemps déjà, que l'achat d'un kilo de sucre est un luxe pour le prolétaire et que la plupart des denrées de première nécessité sont vendues à la livre, voire au quart. S'il fut un temps où le morceau de sucre était pendu, attaché au plafond par une ficelle, la mère de famille est obligée en ce moment de refuser bien souvent au gosse ou au vieillard le morceau supplémentaire qu'ils réclament pour leur café.

Du reste tout s'enchaîne et si le sucre va bientôt disparaître de la table du plébien, le café va subir le même sort, ce qui arrangera les choses avec satisfaction.

Je sais que les économistes, princièrément payés par la presse bourgeoise, vont entre deux diners au « Café de Paris » nous soumettre des menus ouvriers qui permettront à la femme du peuple de faire bouillir la marmite.

Ils vont nous démontrer, par des solutions algébriques que le nombre de calories indispensables à la vitalité de l'organisme se résume en un litre de haricots et en deux boîtes de carottes. Cela ne nous suffit pas et nous qui sommes du peuple, qui ne nous remplissons pas le ventre avec des chiffres, mais avec des aliments, nous préférons à tous ces conseils, voir baisser le prix du chou et de la boîte de poireaux.

Il est curieux de remarquer la placidité avec laquelle le ménagère accueille cette ascension formidable du prix de la vie.

En quelques jours, la pomme de terre, qui était jusqu'à présent le plat prolétaire, a monté de 0 fr. 45 à 0 fr. 70 la livre, un chou représente une demi-heure de travail d'un ouvrier bien payé ; quant au fromage il n'est même pas utile d'en causer.

La « côtelette de brie » qui faisait avant la guerre, le repas du malheureux chômeur, ne peut plus apparaître que sur la table du bourgeois bedonnant.

Faites des gosses, clame-t-on à tous les échos et la mère de famille qui est obligée de restreindre les besoins de ses enfants ne se révolte pas contre cette « grève de la faim » imposée à toute une population et les premières victimes sont les petits qui ne peuvent pas, cependant, être rendus responsables de la crise économique dont nous souffrons.

N'y a-t-il rien à faire ? Allons-nous d'échelon en échelon, nous trouver dans une situation identique à celle du peuple allemand ou du peuple russe ? Nous ne voulons pas prophétiser, mais devant l'inaction du peuple, il est à craindre que rien ne vienne arrêter la prétention de tous les mercantis, de tous les spéculateurs, qui élaborent des fortunes sur la misère des masses.

Dans le domaine politique rien à espérer. Nous avons assisté au travail des Chambres, qui, comme de bien entendu, se sont misés du côté des puissants. Alors ?

Alors ? Les seuls moyens sont entre les mains du prolétaire. C'est dans son action continue que l'on peut trouver une amélioration sensible à son sort.

Tant que la division régnera dans les organisations ouvrières, il n'y aura rien à faire. Le capitalisme profite de nos erreurs répétées et oppose son bloc compact à nos forces disséminées.

En dehors de la politique, mais puissamment unis sur le terrain économique nous pouvons sortir victorieux d'une lutte contre la vie chère, en exigeant un salaire plus en rapport avec les nécessités journalières. Là est le salut. Si nous ne savons pas défendre notre existence, si nous restons impassibles devant les affameurs, nous serons submergés et l'avenir même du prolétaire sera menacé pour de longues années. Le peuple voit-il le danger ? Se rend-il compte que demain il sera trop tard et les hommes qui ont accepté la responsabilité de conduire le prolétaire organisé, ne sentent-ils pas que la ruine est l'aboutissement de toute la politique ridicule qui s'est faite au sein des associations ouvrières ?

Il est temps encore de prendre d'énergiques dispositions pour enrayer la débâcle.

Mais il ne faut plus attendre, demain il sera trop tard.

J. CHAZOFF.

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos d'un Parisien

Aujourd'hui la Chambre se remet au travail. Cela veut dire que ces messieurs les députés vont recommencer, pour la grande joie de la galerie, à s'invectiver à gueule que veux-tu, et à se lancer éperdument dans les bras des huissiers. Il faut reconnaître que dans leurs jeux les plus bruyants, les plus animés, ils ne se font entre eux le moindre mal. C'est toujours le peuple qui, s'il a le droit de les choisir, a aussi le devoir de les payer, fait toujours les frais de ces joutes oratoires et gesticulées, et soldes la note chez le percepteur.

Tant est grande la bêtise humaine ! Pourtant aujourd'hui, il doit se livrer un combat d'importance dont certainement mon ami « l'Antiparlementaire » ne perdra pas un détail.

M. Ferdinand Buisson, président de la Ligue des Droits de l'Homme, et du Citoyen, et qui est un vieillard dont je ne veux contester ni le bon cœur ni l'esprit de justice, mais qui me semble rempli d'illusions, va, disent les journaux, interpellé le gouvernement sur la question des rapports de police. Léon Daudet, comme tous ceux qui manifestent publiquement une opinion quelconque, a son dossier à la police politique. Dans ce dossier, comme dans tous les autres, sont collectionnés une certaine quantité de rapports émanant d'industries inconnues, de dénonciateurs plus ou moins appointés, qui suppléent souvent au manque de renseignements véridiques par le produit de leur imagination.

On peut facilement se faire une idée du genre de ragots qui peuvent être ainsi amassés, quand on réfléchit à la triste mentalité de leurs auteurs. Caillaux, Malvy furent d'illustres victimes de ces procédés honteux. Ils n'en sont pas, je me hâte de le dire, les plus malheureux.

Et je dois ajouter en passant que Léon Daudet s'en servait avec plaisir, et trouvait alors cela très bien. A défaut de preuves plus évidentes, il réclame quotidiennement, en se basant sur ces ragots de concierges ou de cuisinières, le poteau, le bagne pour tous ceux qui se faisaient de la défense nationale ou de la défense de l'individu, tout simplement, une idée différente de la sienne.

Demandez à Goldsley ce qu'il en pense !

Nous sommes certainement, nous autres Anarchistes, ceux qui avons le plus à souffrir de ces rapports anonymes, dont nos dossiers doivent être comblés. C'est que nous sommes les seuls qui voulons réellement supprimer l'état de choses criminel. Il est naturel que les gouvernements actuels, comme ceux qui les remplaceront, continuent à soudoyer dans nos rangs des individus chargés de surveiller nos faits et gestes.

Il est facile à chaque nouveau procès de s'en apercevoir.

Tous les gouvernements sont amenés, par leur fonction, à faire surveiller leurs ennemis, voire leurs amis... qui peuvent tourner.

Et comme il n'est guère possible à la police officielle de s'immiscer dans toutes les organisations, tous les partis, elle entretient fatalement dans les divers groupements des mouchards, et fera état de leurs « renseignements » anonymes. Que ce soit la Tcheka de Moscou, la Sureté générale de la République ou du Roy, c'est le même blot, comme dirait le gnaif.

M. F. Buisson qui, malgré son âge, a été traité comme du poisson pourri par les charlatans gentillshommes purgeurs, parfois purgés, de la rue de Rome, et qui sur l'ordre de Maurras — qui lui non plus n'opère pas lui-même — faillit être pour le moins badigeonné, fait un beau geste en s'indignant, au nom de la justice, contre le procédé qui a consisté à verser dans le dossier de l'affaire Léon Daudet, des rapports dont je n'ai pas à chercher s'ils sont ou non véridiques. Il fait un beau geste, et c'est tout. Cela donnera l'occasion sans doute d'un boucan soigné. Mais je ne doute pas du résultat.

La Liberté d'hier s'indignait que « la réputation de citoyens honorables soit exposée à se voir flétrir par d'immenses racontars dénués de tout fondement. »

« Brûtons-les » conclut-elle.

Hélas ! il ne s'agit que de l'honorable réputation de l'honorable Léon Daudet !... Mais je crains que si nous n'avons que ce feu-là pour nous chauffer, nous ne grelotons longtemps encore. Pourtant, il fait bien froid !...

Pierre MUALES.

On ferme... on ouvre !

La bonne de M. Naudin, lui ayant présenté la semaine dernière une note supérieure à celle de la semaine précédente, il décida de prendre des mesures énergiques pour faire baisser le prix de la vie.

Et le matin du 18 février dernier, après une nuit de recherches, il se frappa le front, en s'écriant : Cette fois-ci, j'ai enfin trouvé le moyen de faire baisser le prix des choux de Bruxelles, et par un arrêté rédigé de suite par l'un de ses scribes, il ordonna la fermeture de la Bourse du Commerce.

L'attitude de notre sympathique préfet ne tarda pas à porter ses fruits, et les mercantis, trouvant les portes de leur maison fermées, s'en furent en hâte, remplis de crainte, se cacher à la terrasse du café d'en face.

Mais les résultats furent prodigieux. Le lendemain, les choux de Bruxelles avaient disparu du marché, et les patates, les carottes, etc., avaient augmenté de 25 o/o, et M. Naudin, heureux de ses succès, décida, par une autre ordonnance, de rouvrir les portes de la Bourse du Commerce.

Attendons-nous à une nouvelle hausse.

OOO

Toujours en promenade.

On nous apprend de Varsovie que M. Albert Thomas a été reçu samedi dernier par le président de la Diète.

Il est parti hier pour Lodz d'où il retournera par Berlin à Genève.

Mais quand donc va finir cette comédie ? Nous concevons tout l'intérêt que peut présenter pour M. Thomas ces déplacements à

travers le monde, et nous comprenons très bien que les voyages forment la jeunesse. Mais enfin M. Albert Thomas est, il nous semble, un homme formé, et les prolétaires qui le soutiennent à la C. G. T. feraient bien, à notre avis, de payer au président du Bureau du Travail un fauteuil à Genève, en attendant de lui offrir une chaise percée.

La Vie des Lettres

L'œuvre de Maurice Barrès

La revue Feuille au vent me reproche d'avoir quelque peu molesté son collaborateur M. P. de Cardonne, et de m'être « improvisé censeur de la pensée de Barrès ». Très bien. Mais il est étonnant de constater le silence de la presse autour de l'attaque directe de la Revue sans titre qui montrait Barrès oubliant de payer 800 francs qu'il devait à Maurice du Plessy de Flandre Noblesse, alors que ce dernier crevait de misère et que M. Barrès monnayait son flamboyant patriotisme. La Revue sans titre donnait copie de la lettre du poète Maurice du Plessy et l'accusation était formelle. Mais la presse a gardé le silence. La mémoire de Maurice Barrès est tabou, non pas la mémoire du Barrès des Taches d'encre, mais la mémoire du Barrès de Colette Baudouin.

Et, dans les Humbles (janvier), E. Donce-Brisy a cette définition de l'œuvre de Barrès : « L'œuvre de Barrès ! Elle fut tirée de des millions d'exemplaires, imprimée en caractères vermillons sur la terre de France, inscrite en traits horribles des Vosges à la mer du Nord, gravée, à jamais saignante et cruelle, au sein de chaque foyer, au cœur meurtri des veuves et des orphelins. L'œuvre de Barrès est une œuvre de haine, de dévastation et de mort... Pour s'être fait l'apôtre des « vaines illusions patriotiques », le soutien de l'idée de revanche, Barrès, laisse en notre mémoire le souvenir abhorré d'un artisan de la mort des autres. »

E. Donce-Brisy étend sa définition à M. Henry de Montherlant. Là, je ne le suis plus. Certes, Le Paradis à l'ombre des épées est une œuvre patriotique, catholique, autoritaire, etc... Mais je crois qu'il y a autre chose en M. de Montherlant.

Henry de Montherlant m'écrivait le 11 février :

« On verra par mes ouvrages suivants que je serais horrifié d'avoir une goutte de sang sur mes mains. Tenter, dans la mesure de ses livres, de faire quelque chose pour rapprocher la paix européenne, me semble une tâche qui mériterait d'occuper une vie, et même qu'on la donnât pour elle. »

« Mais qu'on me laisse le temps ! »

Et je fais confiance à M. Henry de Montherlant.

PETITES NOUVELLES :

Dans le nouvel hebdomadaire que MM. Edmond Jaloux, Philippe Soupault et Fernand Divoire vont publier prochainement sous ce titre : *Le Journal littéraire*, des interviews d'un genre particulier seront confiées à M. Benjamin Péret. Ceux qui aiment les surprises et une certaine parodie ne s'en nuieront pas.

Georges VIDAL.

Où aller ce soir ?

Théâtres Igriques

OPERA. — 20 h. 30 : Le Martyre de saint Sébastien.

OPERA-COMIQUE. — 20 h. 15 : Così fan tutte.

VARIETES. — 20 h. 30 : Ciboulette (Musique de Reynaldo Hahn).

TRIANON-LYRIQUE. — 20 h. 30 : La Belle de Haguenau.

Drames, Comédies et Genre

COMEDIE-FRANÇAISE. — 20 h. 15 : Un Jour de fête : La Mégère apprivoisée.

ODEON. — 20 h. 30 : L'Arlesienne.

THEATRE CORA-LAPARGERIE. — 20 h. 30 : Plus que Reine.

VAUDEVILLE. — 20 h. 30 : Après l'Amour.

NOUVEL-AMBIGU. — 20 h. 30 : Le Torrent.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES. — 20 h. 30 : Au seuil du Royaume.

THEATRE DES ARTS. — 21 h. : Deux Hommes, une Femme.

VIUX-COLOMBIER (21, rue du Vieux-Colombier). — 20 h. 45 : Il faut que chacun soit à sa place.

MONTMARTRE-ATELIER (place Dancourt). — 20 h. 45 : Chœur national ukrainien.

ALBERT-1^{er} (troupe du Canard sauvage). — 21 h. : Coq d'or.

THEATRE DES MATHURINS. — 20 h. 45 : Ce que Femme veut.

Cabarets artistiques

LES NOCTAMBULES. — Tous les soirs, à 21 heures : « Les As » de la Chanson : Xavier Privas, Vincent Hyspa, Jacques Ferry, Jack Cazal, Noël-Noël, Paul Groffe, Raymond Bartel, Eugène Rost.

« En chaise », revu. — Dimanches et fêtes, matinées à 15 heures.

LE CARILLON. — A 21 h. : La Revue.

LE GRILLON (33, boulevard Saint-Michel). — 21 heures : Les chansonniers Jean Rieux, de Soutier, Remongno, Surgères, Alex. H. Dumont, G. Dauzais et la divette Kady Teissier.

« Pas un mot au Percepteur ! », revu.

LE GRENIER DE GRINGOIRE (6, rue des Abesses). — A 21 h. : Charles d'Avray et ses chansonniers.

Pour prendre date

Samedi 8 Mars à 20 h. 30 très précises

Salle Adyar, 4, square Rapp (Métro : Ecole-Militaire)

Représentation théâtrale AU PROFIT DU « LIBERTAIRE »

« Art et Action » interprétera

LILILI

de Romain Rolland

drame satirique en trois parties

Avec les chœurs de Houegguer et les animateurs en blanc et noir de Frantz Mascrel.

Des cartes sont en vente à la Librairie Sociale, au prix de 3 francs.

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

Le Reichstag avait accordé les pleins pouvoirs au gouvernement allemand, et le voilà aujourd'hui menacé de dissolution parce qu'il prétend que le gouvernement n'a pas usé mais abusé de la confiance de la Chambre. L'intran, qui semble défendre la thèse soutenue par les socialistes et les nationalistes allemands, oublie simplement, qu'en ses propres colonnes, l'on blâmait chaque jour ceux qui s'opposaient à ce que les décrets-lois, chers à Poincaré, soient appliqués en France. Mais ne cherchons pas à comprendre.

Le chancelier allemand, M. Marx, menace donc la Chambre de la dissolution s'il n'obtient pas une majorité. Nous saurons, avant peu, sous quelques jours certainement, si la Chambre allemande, aussi servile que celle de France, suivra aveuglément le premier ministre, pour éviter une crise ministérielle.

Pendant que se débat le gouvernement, se déroule, à Munich, la comédie du jugement de Ludendorff et de Hiller, accusés de haute trahison. Nous n'ignorons pas que ceux qui dirigent actuellement l'Empire allemand n'hésiteront pas, si l'intérêt politique l'exige, à faire condamner les deux accusés, comme certains gouvernements français firent condamner des hommes politiques en vue qui gênaient leur petite cuisine ministérielle, mais il ne faut pas s'attendre à des peines très élevées. Ce qui est probable, c'est que l'on interdira aux condamnés de se mêler à la politique d'une façon active, et on les obligera à s'exiler pendant une certaine période.

Mais des troubles nouveaux peuvent surgir à la suite des débats en cours.

En tous cas, le prolétariat n'a pas à prendre position dans cette affaire politique, car le triomphe ou la déchéance de Ludendorff n'apportera aucune amélioration à sa pénible situation.

Sur le terrain économique, la grève qui durait depuis six semaines dans l'industrie du textile de la région de Barmen, a pris fin, mais la grève continue dans les mines de lignite du bassin de Cologne. Les syndicats chrétiens, qui désavouent cependant l'augmentation de la journée de travail, qui est cause du conflit, se sont détachés des syndicats libres, qui, seuls, continuent la lutte. Les ouvriers, devant cette attitude des travailleurs adhérents aux organisations chrétiennes, seront probablement obligés de reprendre le travail sans avoir obtenu satisfaction.

De Bulgarie, rien ne permet de croire que les bruits de révolution étaient fondés. Aucun fait précis n'est parvenu à cet effet aux agences, et, dans le cas contraire, rien n'a été tiré à la presse.

Rien de spécial en Angleterre, où le gouvernement se maintient par une majorité tantôt libérale, tantôt conservatrice. Le bruit court que l'Angleterre s'apprêterait à accorder de gros crédits à la Russie pour lui permettre de se relever, à la condition, cependant, que toutes les commandes soient faites en Angleterre pour remédier au chômage.

En France, la Chambre recommencera à siéger aujourd'hui, après cinq jours de repos.

L'on discutera demain de la politique intérieure du gouvernement, ce qui provoquera probablement des violents incidents, car c'est M. Mandel qui conduira le cahuit.

La Bourse du Commerce, qui avait été fermée par ordre du préfet de police, a, de nouveau, ouvert ses portes, et il n'est pas besoin d'être bien fort pour constater que la mesure préventive, de fermeture ou d'ouverture, n'a pas empêché le cours de la vie d'augmenter d'une façon scandaleuse.

Mais, puis-je le peuple ne dit rien, c'est qu'il est satisfait ? Ça n'a qu'à continuer, et nous verrons bien où cela nous mènera.

ESPAGNE

LE FROID ET LA NEIGE

Barcelone, 27 février. — La neige est tombée en abondance pendant toute la matinée sur une grande partie de la région catalane. A Barcelone, la couche atteint de dix-huit à vingt centimètres. Le service de tramways est arrêté. Les communications téléphoniques et télégraphiques avec toute l'Espagne sont interrompues.

RUSSIE

LA BASTILLE DE SOUZDAL

Les bolcheviques avaient causé depuis longtemps de Souzdal. Bien des fois les imbéciles du Comité Exécutif des Soviets et les procureurs « bien intentionnés » avaient parlé d'un endroit de détention spécial pour les socialistes à Moscou ou aux environs. A présent cet Eden existe. Les cachots de l'ancienne prison de Souzdal, où s'est éteint le démentiste Shakhovskoi, où les « doukhobors » et les baptistes mouraient pour leur foi, la prison peinte en son temps par Herten regorge de socialistes. Ce nouvel Eden socialiste est tel que d'après les dires des détenus eux-mêmes, la fameuse « prison intérieure » de la Tcheka à Moscou leur paraît être un lieu de délices.

Le régime qui y fait loi est celui de l'isolement complet. De même qu'à la Tcheka, les détenus sont conduits deux fois par jour aux cabinets, sous l'œil des garde-chiourne. De même qu'à la Tcheka, les gardiens apparaissent à tout moment au judas et clament : « Silence ! » Ni livres ni journaux. Il est sévèrement défendu de communiquer d'une cellule à l'autre. On ne songe même pas à des promenades en commun. La prison, inhabitée depuis longtemps, est humide. Point de lumière électrique. On donne un lumignon à pétrole par cellule. Les vastes grilles donnent sur un mur. On ne voit par eux ni la terre ni le ciel. En plein midi, les cellules sont plongées dans une demi-obscurité. Le personnel administratif est servilement soumis aux ordres émanant de Moscou et ne peut se décider à faire un pas sans l'autorisation de la Tcheka. Cette terreur aveugle va si loin que lorsqu'un beau jour la disproportion entre les laboureurs trop hauts et les tables

trop basses se trouva être démesurée, le commandant de la prison déclara ne pas avoir le droit de faire raccourcir les escabeaux sans autorisation expresse de Moscou.

La correspondance des détenus se fait conformément aux règles existant naguère à Schlüsselbourg. Toutes les lettres adressées aux détenus ou écrites par eux sont remises à la Tcheka de Moscou, où elles sont examinées par une certaine Mme Andreeva. Il en est de même pour les livres.

Les entrevues accordées aux détenus avec leurs parents sont aggravées par toutes sortes de mesures exclusivement rigoureuses et ne doivent pas dépasser une heure par semaine.

Il y a tout lieu de croire que très prochainement des conflits particulièrement graves se dérouleront à Souzdal.

ANGLETERRE

FIN DE LA GREVE DES ARRIMEURS

Londres, 27 février. — Les membres du Syndicat des arrimeurs ont décidé à l'unanimité de terminer la grève. Le travail sera repris demain matin.

CREDITS ANGLAIS A LA RUSSIE

Londres, 27 février. — Plusieurs journaux disent que le gouvernement envisage l'octroi d'importants crédits à la Russie pour que de grands travaux de reconstruction puissent être entrepris dans ce pays. Une des conditions de cet emprunt serait que toutes les commandes devront être placées en Angleterre afin de remédier au chômage.

INDES

ACCIDENT DE CHEMIN DE FER

Lahore, 26 février. — Au cours d'un déraillement qui s'est produit il y a trois jours sur un viaduc du chemin de fer du Nord-Ouest, trois employés ont été tués ; onze ont été blessés ; 29 wagons de marchandises ont été détruits et le viaduc a eu deux arches brisées.

L'accident s'est produit entre Amhesar et Fundakil. La plupart des victimes sont des employés de la voie.

BELGIQUE

UNE CRISE MINISTÉRIELLE

Après le vote de divers projets de loi, le projet approuvant la convention douanière franco-belge est sciemment au vote. Un silence complet s'établit aussitôt dans la salle. A mesure que les votes sont émis, on sent que le gouvernement va être mis en minorité.

M. Hubin (socialiste) s'écrie : « Il y a un mort dans la maison. »

Le résultat, lorsqu'il est proclamé, ne cause plus aucune surprise. 96 membres ont répondu non, alors que 79 seulement répondent oui. Il y a eu sept abstentions.

M. Van Remoortel s'écrie : « Dissolution ! »

Ce cri reste sans écho.

M. Theunis se lève pour faire une déclaration, mais les acclamations qui partent des bancs libéraux et catholiques l'empêchent de parler. Quand un silence relatif s'est rétabli, M. Theunis dit d'une voix forte : « Le gouvernement ayant posé la question de confiance se retire pour porter sa démission au roi. »

M. Theunis, suivi des autres ministres, quitte la salle.

Le président, M. Brunet, lève alors la séance.

Voilà un des collaborateurs de M. Poincaré mis en échec. La politique extérieure du président du Conseil français en ressentira le choc. A qui le tour à présent d'appréhender l'assiette au beurre en Belgique ?

Le successeur de M. Theunis regardera peut-être à deux fois à suivre la France dans sa politique ridicule, qui consiste à ruiner l'Allemagne, et qui, par contre-coup, menace de mettre à nouveau l'Europe à feu et à sang.

ÉTATS-UNIS

LE SCANDALE DES PÉTROLES

Londres, 27 février. — On mande de Washington à l'Agence Reuter :

La commission d'enquête du Sénat au sujet du scandale des pétroles de Californie a reçu communication des dossiers définitifs qui tendraient à montrer que certains membres du personnel de la Maison Blanche ont trempé dans le scandale des pétroles.

CUBA

SIKI GRAVEMENT MALADE

La Havane, 27 février. — Le médecin du boxeur Siki annonce que celui-ci est atteint de pneumonie et que son état est grave.

ITALIE

ILS N'ONT PAS OSE

Rome, 27 février. — L'Agence Stefani publie la note suivante :

« Le bruit a couru hier à l'étranger qu'à la suite de l'attentat commis contre M. Bonserzivi, quelques groupes fascistes seraient partis de Rome et de Milan pour Paris, en vue d'exercer des représailles contre les éléments subversifs italiens résidant à Paris. La secrétaire générale des faisceaux de l'étranger dément catégoriquement cette nouvelle, qu'il dit être absolument dénuée de fondement. »

Faux départ ! Léon Daudet doit regretter cette partie remise.

LES 5 FRANCS

du "Libertaire"

Vous avez huit jours, amis Lecteurs, pour verser votre thune au

quotidien

Mais n'attendez pas la dernière limite pour l'envoyer

A TRAVERS LE PAYS

VOYAGEURS, A VOS POCHES

M. Yves Le Trocquer, ministre des Travaux publics, a réuni ce soir les Présidents des Conseils d'administration et les directeurs des divers réseaux de chemins de fer.

Il a été convenu que les nouvelles majorations de tarifs entraîneraient en application le 10 mars prochain, étant bien entendu qu'il sera tenu compte, sur tous les points, de toutes les réserves formulées à la tribune de la Chambre par M. Yves Le Trocquer. Grâce aux dispositions prises, comme aux mesures d'économies que les réseaux sont invités à réaliser, l'équilibre de leurs recettes et de leurs dépenses sera assuré pour l'exercice en cours.

UN CURIEUX CONFLIT

Lorient, 27 février. — Le tribunal correctionnel de Lorient a jugé un curieux conflit mettant aux prises l'inscription maritime et la gendarmerie départementale qui avait poursuivi pour délit de chasse un pêcheur de Belle-Ile qui avait tué dans le port un cormoran.

Cela ne regarde pas la gendarmerie départementale, dit un arrêt de la Cour d'Aix de 1886. Ces oiseaux étant grands consommateurs de poissons, non seulement la chasse en est autorisée mais, ajoutait l'inscription maritime, elle est recommandée aux pêcheurs.

C'est l'inscription maritime qui a eu raison contre le brigadier, car le pêcheur a été acquitté.

AH ! CE TERME...

Toulouse, 27 février. — M. Jean Becamp, âgé de 48 ans, ancien employé des Pompes funèbres, demeurant rue de Villeneuve, ayant bousculé sa propriétaire, Mme Maury, âgée de 77 ans, au cours d'une discussion au sujet du paiement de son loyer, l'a trouvée morte le lendemain dans son lit. C'est du moins ce qu'il a raconté au commissariat de police du quartier Saint-Cyprien, en se constituant prisonnier.

Le Parquet de Toulouse s'est transporté ce soir sur les lieux pour enquêter sur cette affaire.

DANS PARIS ET SA BANLIEUE

UN INCENDIE

Hier soir, à 5 h. 55, un incendie a détruit deux bâtiments des Etablissements Tomson-Houston, 40, boulevard Gallieni, à Neuilly-Palaisance.

Les pompiers de Paris se sont rendus maîtres du feu après une heure d'efforts et les dégâts paraissent assez considérables.

Il n'y a eu, heureusement, aucun accident de personnes.

DERNIERE HEURE

CONTRE LES RAPPORTS DE POLICE SUR L'AFFAIRE DAUDET

Une résolution de la "Ligue des Droits de l'Homme"

La Ligue des Droits de l'Homme nous fait parvenir la protestation suivante contre les ignobles procédés de la Streté générale :

L'attention de la Ligue des Droits de l'Homme a été attirée sur ce fait que dans une déposition, le Directeur de la Streté Générale a utilisé des rapports de police formulés contre M. Léon Daudet des accusations graves.

La Ligue rappelle qu'antérieurement, des pièces de même nature ont été, dans des conditions analogues, versées aux dossiers d'affaires en cours.

Fait plus grave : ces pièces d'instruction qui, aux termes de la loi, doivent rester secrètes, M. Léon Daudet les a impunément publiées dans l'Action Française, se proposant pour des fins politiques de dénigrer ses adversaires.

Par un singulier retour des choses, M. Léon Daudet est frappé aujourd'hui de l'arme même dont il a si souvent abusé.

Quelle que soit son indignité, il a droit, comme tout citoyen, à la protection commune : la Ligue des Droits de l'Homme entend la lui assurer.

Il n'y a plus de sécurité si chacun de nous peut être menacé dans son honneur par des imputations anonymes et dont nul ne prend la responsabilité.

Au nom même des Droits de l'Homme, le Comité Central demande la suppression de ces pratiques intolérables, quels qu'en soient les auteurs, quelles qu'en soient les victimes.

Le mouvement gréviste

CHEZ CITROËN

Les grévistes, toujours aussi nombreux, se sont réunis hier matin, rue Grange-aux-Belles, et ont décidé d'envoyer une délégation cher Citroën.

Elle accomplira sa mission aujourd'hui. Les ouvriers en lutte se retrouveront demain matin à la Grange-aux-Belles pour entendre le compte rendu de leur délégation.

M. Citroën fait annoncer, par la presse, qui est payée pour cela, que les rentrées sont satisfaisantes. C'est qu'il se contente de peu. Et il sait mieux que quiconque que ce n'est pas avec ce personnel médiocre et insignifiant qu'il aura du rendement... et qu'il découragera les courageux camarades qui sont décidés, plus que jamais, à obtenir satisfaction.

DANS LA CHAUSSURE

L'impression dominante de la journée est celle d'un enthousiasme plus grand encore que celui des jours précédents.

Dans le 13^e, les grévistes ont une tenue admirable ; ils ont manifesté unanimement leur volonté de poursuivre la lutte sans défaillance ; dans le 18^e, à Belleville et à la Bourse, partout le même entrain.

Tout le monde, du reste, sent que le dénouement approche ; chaque jour nous enregistrons de nouveaux succès ; pierre par pierre, nous démolissons le mur patronal ; il s'écroulera bientôt.

Les cordonniers se rendent enfin compte de leur force ; ils se rendent compte également de l'esclavage auquel ils ont été tenus jusqu'alors et leur mouvement si résolu montre à leurs exploiters qu'ils entendent être maintenant traités en êtres humains et non en bêtes de somme.

Du côté patronal, la lassitude s'accroît. L'intransigeance de Dressoir n'a pas eu le résultat qu'il escomptait : le nombre des grévistes est toujours le même. Si le mouvement est exploité par quelques-uns, en revanche, les pertes subies par la généralité des patrons sont énormes. Nous avons bien touché l'endroit sensible, et la fureur que certains manifestent, nous prouve que nous sommes dans le vrai.

Les résultats obtenus aujourd'hui dans les maisons Michaud, Samet, Kerbel, Jourdan, Fantasio, etc., vous sont une preuve que nos demandes sont justes et qu'il est possible d'y accéder.

Mais ceux qui résistent encore se pènetrent bien de l'idée que nous tiendrons bon, que rien ne nous détournera de notre but. Nulle considération ne nous arrêtera. tant pis pour ceux qui ne voudront pas le comprendre.

Pour couper court à certains bruits que les patrons font courir, nous affirmons que le nombre des maisons ayant signé un contrat avec nous est de 48, plus une dizaine ayant donné satisfaction par un accord direct avec leur personnel.

Les ordres du jour votés manifestent la confiance dans la victoire qui est certaine et qui sera d'autant plus proche que la solidarité ouvrière sera plus large.

Ce matin, réunions à 9 heures pour la Maison Dressoir, à la Bourse du travail ; Salle Garriques, maisons Sepchat et Berthon.

Meeting central, à la Bourse du travail, à 15 heures.

CHEZ LES VIDANGEURS

Le personnel de la Maison Moritz, réuni hier matin, après avoir entendu plusieurs camarades, dénonce la manœuvre patronale et la complicité du service d'hygiène consistant à faire croire à des salaires de 50 francs par jour. Le personnel s'élève contre cette inexactitude et, comme preuve, tient les feuilles de paie à la disposition du préfet.

La continuation de la grève a été votée à l'unanimité.

DANS LE NETTOIEMENT

Le personnel du service de nettoyage, occupé dans les sociétés concessionnaires du balayage, de l'arrosage et de l'enlèvement, s'est réuni hier.

La grève générale a été votée en principe si satisfaction n'est pas donnée samedi. Les ouvriers réclament 6 francs par jour.

DANS LA SERRURERIE

Les camarades de la maison Darnie et Berson (ancienne maison Hamet) 243, rue Marcadet, ont quitté le travail avant-hier pour une augmentation de salaire refusée. Ils se sont réunis hier salle de l'Indépendance et après avoir entendu plusieurs camarades du S.U.B. ont décidé de continuer leur mouvement jusqu'à complète satisfaction.

Ils maintiennent les revendications posées, soit 0 fr. 50 et 0 fr. 60 de rallonge. Ils ont décidé de se réunir aujourd'hui à 9 heures du matin, à l'Indépendance 48 rue Duhamel, pour le compte rendu de la délégation et la distribution de cartes de grève.

Les camarades travaillant dans les maisons Felbach à Louvres ; Desquesne, rue Picpus, 12^e ; Dubois et Lepeu, rues Saint-Amand et d'Alleray, et Dussaussoy, 64, rue du Dessous des Berges, 13^e, sont priés de se refuser à faire tout travail pour la maison Darnie et Berson (Hamet).

Le S.U.B.

DANS LE PAPIER-CARTON

La grève de l'enveloppe se poursuit avec un grand enthousiasme. Le moral des ouvriers et des ouvrières de l'enveloppe demeure excellent. Les patrons se trompent s'ils espèrent décourager les grévistes en n'acceptant pas de discuter avec le Syndicat. Le président du Syndicat patronal estime que la grève est partielle et qu'en conséquence le Syndicat du Papier-Carton n'a pas à s'en occuper. Nous demanderons aux grévistes ce qu'ils pensent de cette déclaration.

Le président du Syndicat patronal — qui a la totalité de son personnel en grève — connaît de dures vicissitudes : la discorde règne dans le clan patronal. Le patron d'une importante maison de la place vient de donner sa démission du syndicat patronal et il a accordé satisfaction à son personnel. (Papeteries de Paris.)

Une autre maison importante a également accepté l'augmentation demandée par le syndicat ouvrier. (Papeteries de Flan-

dres : Peltzer). Le salaire horaire des ouvriers est porté à 3 fr. 50.

Le personnel de ces deux maisons va verser un impôt de grève pour soutenir les grévistes.

Nous avons appris d'autre part que plusieurs patrons protestent contre l'intransigeance — d'ailleurs momentanée — du syndicat patronal.

Le nombre des grévistes s'est accru du personnel de la maison Masonnet (80). Au cours d'une manifestation, faite devant cet établissement, un camarade a été arrêté. On nous a assuré au commissariat qu'il serait relâché.

Tous ces événements stimulent l'enthousiasme des grévistes et les décident à continuer la grève à outrance.

Le Syndicat.

CHEZ CAUSSE

Les ouvriers réunis hier matin, 18, rue Cambronne, après avoir entendu le compte rendu de la délégation sollicitée par M. Causse, enregistrent une augmentation variant de quinze à vingt centimes de l'heure, et qu'il n'y aura aucun renvoi pour fait de grève ; décident la reprise du travail pour ce matin à sept heures et demi ; font confiance à l'organisation syndicale, et s'engagent à rester unis au sein du Syndicat de la Voiture-Aviation, et d'en faire respecter les principes.

L'ordre du jour suivant fut voté à l'unanimité :

« Les camarades ouvriers de la maison Causse envoient un salut fraternel à la camarade Jeanne Morand et aux détenus politiques qui sont solidaires de sa protestation ; ils veulent au mépris les responsabilités de cet acte inhumain : font confiance au Comité de défense sociale pour l'action nécessaire à mener en vue des libérations qui s'imposent, en faveur de tous les détenus politiques qui souffrent dans les geôles des gouvernements de tous les pays. »

Les verriers d'Albi

La situation est toujours grave. Le nouveau Comité d'usine a déclaré qu'il continuerait sans défaillance l'attitude énergique du premier Comité dont les six membres se sont déclarés responsables de l'incendie et sont emprisonnés depuis mardi.

Le Comité a fait savoir, qu'accord avec les ouvriers, et en toute connaissance de cause, après avoir bien pesé toutes les conséquences, il était prêt à renouveler le geste premier. Les ouvriers ne veulent pas être expulsés de l'usine, ils le déclarent très énergiquement.

Ils en ont assez de tous les moyens procéduriers employés à leur égard, des semblants d'arbitrage préparés d'avance. Ils veulent la démission du Conseil d'administration et l'engagement formel que les statuts soient respectés.

Ils ne contestent pas que la Verrerie d'Albi reste l'usine du prolétariat et qu'elle soit sous le contrôle des organisations, mais ils demandent à ne pas être considérés comme des subalternes.

Sont arrivés à Albi : Lapiere, délégué de la C.G.T. ; Hamelin, président du Conseil d'administration ; Spinetta, ancien ingénieur de la V. O., appelé par les ouvriers en lutte. On annonce l'arrivée de Delzant, secrétaire de la Fédération des verriers.

De nombreux journalistes de Paris et de province sont en ville, épiant les détails de ce douloureux conflit, afin de pouvoir publier dans leurs feuilles bourgeoises la faillite de la coopération ouvrière, et, par ricochet, de dénoncer l'utopie d'une société future basée sur le bien-être et la liberté.

Il n'y a pas que les journaux capitalistes qui disent du mal des verriers. Depuis le début du conflit, l'Humanité souffle la haine, avec la spécialité qui la caractérise.

Avant-hier, les mercenaires qui se sont introduits dans la maison de Jaurès, demandaient (eux ?) d'où venait l'argent pour payer le charbon.

Dans le numéro d'hier, les employés de Moscou publiaient en grosses lettres : « Les syndiqués lafayettistes incendient l'usine du prolétariat ». Ces nouveaux-venus, pour la plupart, dans le syndicalisme, ne voient, dans cet épisode douloureux qu'une mauvaise occasion de sortir leur fiel de tendance. Pauvres gens !

Il n'y a pas que des lafayettistes dans l'usine. Pour tout homme de bon sens, non aveuglé par le sectarisme, il y a surtout des ouvriers, des travailleurs aigris. Il faut regretter l'incendie, mais il faut voir aussi dans quelles circonstances il a été allumé.

Ceux qui ont mis le feu dans toutes les organisations d'avant-garde devraient avoir plus d'indulgence pour les verriers, accusés au désespoir.

Nous n'avons jamais voulu utiliser nos renseignements pour envenimer le différend, au contraire. Nous ne voulons pas être arrêtés par les étiquettes et nous tenons à savoir et à faire savoir ce qu'il y a derrière ces étiquettes.

Qu'importe y a-t-il trois syndicats à la V. O. ? Pourquoi tout le personnel de mal-triste, employés, chefs, directeur, est-il au syndicat unitaire ? Ce dernier serait-il seulement un paravent pour le Conseil d'administration ?

Pourquoi, au début, le syndicat unitaire est-il allé se plaindre aux autorités bourgeoises d'entraves à la liberté du travail ? Pourquoi le Conseil d'administration a-t-il mis en arrêt sur les fournitures de charbon et sur les sommes à encaisser par les travailleurs de l'usine ?

Tout cela est bien triste, bien triste. Si, de tout cœur, nous sommes avec les ouvriers, avec les emprisonnés, ce n'est pas par ouvriérisme, ce n'est pas pour que la Verrerie soit exclusivement aux verriers, c'est parce qu'il nous apparaît qu'ils ne sont pas les plus coupables. Et la raison nous invite à chercher la voie de la conciliation, à éviter l'irréparable. Nous ne désirons pas la ruine, mais la prospérité de la Verrerie Ouvrière.

L'Action et la Pensée des Travailleurs

La Vie de l'Union Anarchiste

Paris et Banlieue

Groupe des 40^e, 49^e, Pantin-Aubervilliers. — Réunion, samedi 1^{er} mars, à 20 h. 45, salle de la Coopérative, 15, rue de Meaux. Préparation de la campagne antiparlementaire. Compte rendu du Congrès. Présence indispensable de tous.

Groupe libertaire du 45^e. — Le Groupe, dont le siège est 85, rue Mademoiselle, Paris (15^e), organise, au profit de sa propagande, une manifestation artistique, le dimanche 9 mars, à 14 h. 30, avec le concours assuré de la Muse du 15^e et du trio musical de la Roulotte, et des camarades Férard, ténor de l'Opéra-Comique, et Quintana qui interprétera le « Christ humanitaire », poème social en vers de Maurice Lecœur. Participation aux frais : 2 francs.

Groupe du 20^e. — Le Groupe se réunit tous les jeudis, à 20 h. 30, rue de la République, 23, boulevard de Belleville, restaurant du Faisan d'or. Ce soir : Causerie par le camarade H. Mazurier. Sujet traité : « Du Tsarisme au Bolchevisme ». Compte rendu du Congrès. Invitation à tous les sympathisants.

Groupe de Bezons. — Le Groupe se réunit ce soir, à 20 h. 30, place de la République. Discussion sur le Congrès. Présence indispensable de tous.

Province

Groupe d'Etudes sociales de Calais (Ex-Groupe libertaire). — Les camarades sont avisés que, ayant enfin une salle, les réunions du Groupe se feront désormais tous les dimanches matin, à 10 heures, café du Globe, rue de l'Hospice (face le Parc).

Allons, tous les dégoûtés de la politique, venez nous rejoindre. Ce n'est pas le travail qui nous manque, surtout à la veille de la campagne électorale.

Denain. — Les camarades libertaires et sympathisants de Denain et environs sont priés d'être présents à la réunion qui aura lieu dimanche, 2 mars, à 10 h. 30, matin, Bourse du Travail, rue de Lille.

Le camarade Wulens est particulièrement invité.

Saint-Etienne. — Comme suite à la décision prise au Congrès, les camarades voulant envoyer leur obole pour le « Libertaire » quotidien sont informés que les fonds seront reçus et centralisés, jeudi 28 courant, à 20 h. 30, au café coopératif « Avenir social », cours Victor-Hugo, 9, salle Jean-Jaures.

Causeries populaires de Lyon. — Demain, à 20 h. 30, au siège, 17, rue Marignan : Discussion sur notre presse nationale et régionale : le « Libertaire » et le « Réveil libertaire ». Invitation aux camarades pour fonder les « Amis du Libertaire ».

Bordeaux. — Nous prévenons les copains qu'un groupe d'Etudes sociales est en formation à Bordeaux. La première réunion aura lieu samedi soir, à 20 h. 30, salle Sol, 203, rue d'Arès.

Pour que vive le « Libertaire »

Levos, 1 fr. ; Guérin, 0 fr. 50 ; Mayot, 5 fr. ; Franceschini, 4 fr. ; Pluvinet et Guillemot, 6 fr. ; Lafont, 4 fr. ; Gilbert, 5 fr. ; Michel Joseph, 10 fr. ; Germaine Linthaud, 5 fr. ; Le Cordonnier, 30 fr. ; Quintane, 10 fr. ; Groupe du 17^e, 20 fr. ; A.O. des S.P. (versements deux mois), 200 fr. ; L. Demessine, 20 fr. ; Meyer, 25 fr. ; Groupe italien « Nation », 16 fr. ; Contre les tortionnaires tchécoslovaques, 10 fr. ; Collecte faite à l'issue du Congrès, 196 fr. ; En passant, 10 fr. ; Des Lions, 2 fr. ; Soubert, 10 fr. ; Usat, 2 fr. 50 ; Six Copains de Gréville, 24 fr. ; Garbaroché, 2 fr. 50 ; L. Tronchet, 10 fr. ; Raimbault, 6 fr. ; Un Anonyme, 2 fr. ; Groupe de Livry, 15 fr. ; Un Vieux Révolté, 20 fr. ; Sauve, 1 fr. ; Quatre Charpentiers en fer (versé par Marcel Caille), 22 fr. ; N'importe, 2 fr. ; Maurice, 2 fr. ; Les Toliers de chez Eugène Boulogne, 18 fr. ; Gomez, 20 fr. ; Anthropos, 2 fr. ; Le Bohémien, 1 fr. ; Douss du Bourgel, 3 fr. ; Douzé Cyrien, 1 fr. 50 ; Miron, 2 fr. ; Quelques Copains de l'Union syndicale autonome des Travailleurs du Vêtement, 50 fr. ; Penhard Paul, 2 fr. 25 ; Séve Marcel, 10 fr. ; Palados, 10 fr. — Total : 828 fr. 25 (versé par Lentele).

Trois Zèbres, 6 fr. ; X... 9 fr. 75 ; Moreille, 2 fr. ; Bourel, 2 fr. 60 ; Casanova, 5 fr. ; Msaf, 3 fr. ; Plain, 5 fr. 75 ; X... 1 fr. 45 ; En passant, 13 fr. ; Marul, 3 fr. 50 ; R. N... 3 fr. ; Un Compagnon, 5 fr. ; Monamy, 10 fr. ; Berthon, 5 fr. ; Trois Copains (châtier Arts-et-Métiers), 13 fr. ; Deslions, 2 fr. ; Boulet, 5 fr. ; Louis Gaston, 10 fr. ; Léon Mussuy, 5 fr. ; Catalan, 10 fr. ; Budan, 5 fr. — Total : 125 fr. 05 (versé par Souberville).

Communications diverses

« LA BATAILLE SYNDICALISTE »
Le numéro 19 (2^e série) de la B.S. paraîtra demain. Il sera mis en vente dès le matin à Paris, dans la journée en province.
Ce numéro est consacré en grande partie à l'unité, avec des articles de Lartigue, Jouve, Marie Guillot, Verdier, etc.
Réaction : Chevalier, 71, boulevard de la Villette, Paris (10^e).
Administration : Saroléa, 11, rue Petit, Paris (19^e). — Chèque postal : 1242-15.

Les Fêtes du Peuple. — A 9 h. 30 du matin, annexe de la maison des Syndicats, 8, avenue Mathurin-Moreau : Chorale enfantine.
Club du Faubourg. — A 20 h. 30, précises, théâtre de la Fornini, 10, boulevard Barbès : Grand Débat sur « Les Anciens Combattants », entre Lagorgette, des Libérés et Victimes de la guerre ; Miller, de la Ligue des Chefs de section ; Grisoni, des Combattants républicains ; Lencoul, des Camarades de combat, etc.

Samedi après-midi, Crystal-Palace : 9, rue de la Fidélité : Conférence sensationnelle par M. Raymond Colrat, frère du ministre de la Justice, sur « Les Lettres de cachet sous la III^e République » : pourquoi et comment j'ai été expulsé de Tunisie. Le garde des Sceaux Colrat a été convoqué pour faire la contradiction à l'expulsion Colrat.

Aux Musiciens. — Un camarade pourrait-il donner des leçons de violon, un autre des leçons de banjo, à des camarades ayant déjà quelques notions de solfège ? Pour les adhésions au Groupe musical et pour tout ce qui concerne ce groupe, écrire à Brutus Mercereau, au « Libertaire ». Le lieu et le jour de la prochaine réunion du Groupe seront annoncés par la voie du journal.

La Roulotte (théâtre, poésie, musique) rappelle que sa soirée gaie aura lieu le samedi 1^{er} mars à 20 h. 30, au 85, rue Mademoiselle (15^e). Le trio musical fera également entendre quelques œuvres « gaies ». Tous les amis, tous les sympathisants sont fraternellement invités à cette joyeuse soirée, où le sourire sera de rigueur.

PETITE CORRESPONDANCE

Colombo est prié de donner son adresse à l'« Avenir », au « Libertaire ».
Guérin, Massot, sont priés de passer ce soir, à 19 h. 30, à l'imprimerie.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le gérant : Gabriel BRAYE

Imprimerie spéciale du Libertaire

19-12, rue Paul-Lelong, Paris

Aujourd'hui alerte à Chaville

Le Comité fait appel aux travailleurs de la région de Chaville, Sèvres, Boulogne, Versailles, etc., pour qu'ils se rendent nombreux ce matin devant le domicile des camarades Thervais, des métaux, 10, Grande-Rue Chaville et Avignon, 58, Grande-Rue, Chaville.

Ces deux camarades doivent avoir leurs meubles vendus ce matin pour avoir refusé de payer l'impôt sur les salaires. Nous comptons sur la présence de nombreux camarades de la région pour empêcher cette iniquité.

Le Comité de résistance.

et lundi à Saint-Germain

Un nombre important de saisis ont été faites. Nous sommes avisés des menaces de vente des meubles de nos camarades Offereuchen, rue au Pain ; Cissay, 7, rue du Gast ; Bluteau, 1, rue Schnappert, pour le lundi 3 mars. Les travailleurs seront présents et empêcheront le fisc d'opérer.

L'Union Départementale.

Contre le fascisme !

« Les espoirs des mercenaires fascistes ne se réaliseront point.

« Si disposés que soient les gouvernants français à satisfaire aux moindres desirs de Mussolini, il leur sera difficile de cautionner des spadassins.

« Les projets sanguinaires du sieur Amerigo Dumini et de ces comparses doivent être déjoués sans retard. »

« Si, avec tolérance du pouvoir et de la police, des assassins en chemise noire frappent un travailleur italien réfugié dans une ville de France, la classe ouvrière aura à agir sans retard.

« Quelques otages de marque placés en lieu sûr et la tranquillité des innocents serait vite assurée. » EUGENE MOREL (« Le Peuple », 26 février).

Dans le Chauffage

Aux Fumistes en Bâtiment, Monteurs en Chauffage, Plafonneurs-Calorifugeurs et Aides,

Les conseils de vos syndicats, écorchés de la tournure qu'a prise le mouvement syndical, avaient déposé à notre assemblée générale du 29 janvier la proposition d'autonomie suivante :

« Réunis en assemblée générale, les Syndicats des Fumistes en Bâtiment, Monteurs en Chauffage, Plafonneurs, Calorifugeurs et Aides, ont décidé de prendre leur autonomie en votant, à l'unanimité moins trois voix, la déclaration qui suit :

« En raison des événements tragiques du 11 janvier 1924, suscités par l'arrogance d'un parti politique voulant à toute force la subordination du syndicalisme, événements qui ont coûté la vie à deux camarades ;

« Considérant que la C. G. T. U., pour laquelle nous avons lutté avec toutes nos forces et tous nos moyens, ne répond plus à nos aspirations, tant par sa mauvaise gestion que par la subordination indéniable des permanents qui sont à sa tête, lesquels ont usurpé la confiance des syndiqués par des déclarations qu'ils n'ont jamais mises en application ;

« Disciplinés dans nos organismes centraux, nous avons fait confiance à la C. G. T. U. et à notre Union départementale, au plus loin des forces humaines. Mais devant le crime du 11 janvier accompli sciemment par des fanatiques agissant par ordre d'individus ayant intérêt à la désagrégation complète du mouvement syndical ;

« Considérant qu'après ces événements toute propagande est impossible, décidant de se tenir provisoirement à l'écart de tout organisme, ayant encore des attaches avec l'état-major de cette C. G. T. U. qui a trahi les intérêts de la classe ouvrière, au même titre que la C. G. T. Lafayette.

Cette décision nous permettra de vivre sans subir le contact de tous les politiciens qui ne peuvent qu'être nuisibles à notre idéal, qui reste le triomphe du syndicalisme.

Cette mesure aussi sage soit-elle, ne doit pas nous faire tomber dans l'erreur du corporatisme étroit, ce qui ferait dire à nos adversaires qu'il est nécessaire que le mouvement syndical dépende d'un parti qui croit tout connaître, sauf l'entêtement du syndicalisme à ne pas vouloir mourir.

Au contraire, la tâche est maintenant plus ardue que jamais, et nous faisons appel à tous ceux qui ont à cœur de contribuer au redressement du mouvement syndical.

Camarades, pensez que maintenant votre syndicat est entièrement à vous, qu'il ne dépend que de vous qu'il redevienne ce qu'il était auparavant, tant par la valeur combative de ses adhérents, que par leur nombre, dont certains l'ont quitté en désespoir de ne jamais le débarrasser de l'emprise politique que paralysait son action et annihilait ses efforts.

Ce cauchemar est fini, e. nous espérons que tous les corporatistes ayant à cœur leur émancipation, se feront un devoir de revenir prendre leur place à côté de nous. Une assemblée générale extraordinaire, que nous tiendrons dans un délai relativement court, nous permettra de vous expliquer la besogne à accomplir, et les moyens que nous comptons employer pour faire aboutir nos revendications.

Sur tous vos chantiers, ralliez les partisans du Syndicat autonome, et engagez-les à venir prendre leurs cartes au Siège, bureau 23, quatrième étage de la Bourse du Travail.

Les camarades n'étant pas à jour auront toute facilité de refaire une nouvelle adhésion.

La permanence fonctionne tous les jours, de 18 à 19 heures.

Tous au Syndicat, pour le triomphe de nos revendications par le Syndicalisme !

Le Secrétaire : Courtois.

Aux Travailleurs du Bâtiment et des Travaux publics

Le Syndicat étant le groupement de défense contre le patronat et le capital a, de tout temps, rejeté hors de son sein les politiciens de tout acabit, ses buts visent à l'affranchissement des travailleurs par leur action propre ; il forge aujourd'hui ses rouages d'administration comme il fournira les rouages de la Société nouvelle quand ses buts seront réalisés : la prise en main des instruments de production et d'échange.

En attendant, son évolution se poursuit, s'adaptant aux événements ; c'est ainsi que les ouvriers du Bâtiment, groupés d'abord en syndicats de métiers, ont été amenés, devant le resserrement des organisations patronales à former à leur tour des syndicats d'industrie, groupant, sans distinction de corporations, tous les exploités de notre industrie, le patronat exploitateur ne faisant pas de différence entre un maçon, un charpentier, un serrurier, etc.

C'est ainsi que fut créé le Syndicat Unique du Bâtiment de la Seine, groupant actuellement treize anciens syndicats de métiers.

Ainsi était formée la forteresse qui, si chaque ouvrier était conscient de sa force et de ses droits, devrait tenir en laisse le patronat affameur.

Nous pouvions faire aboutir nos revendications !

C'était trop beau ! La bonne harmonie régnant, ne pouvait faire l'affaire des politiciens aux aguets et leur politique pénétrant par des rouages créés par eux, ils viennent jeter la division dans le Syndicat Unique ; des hommes qui jouissaient de l'estime des travailleurs de leurs corporations : Teulade, Nicolas Georges, se firent les détracteurs et les destructeurs de cet organisme qu'ils avaient aidé à construire et qui est un levier puissant contre le patronat et l'instrument nécessaire à notre lutte revendicatrice.

Au service de la politique, ils n'hésitent pas, ceci malgré toutes les décisions des Congrès de l'I. S. R., de la C. G. T., de l'Union des Syndicats de la Seine, de la Fédération du Bâtiment, à tenter de briser cette arme, à rétrograder, jouant avec la sentimentalité corporative. Froideusement, leur point de vue n'ayant pas prévalu, ils décidèrent de quitter le S. U. B. et formèrent l'Union des Charpentiers, l'autre le Syndicat de la Maçonnerie-Pierre, syndicats de métiers qui, ils le savent, ne seront pas, conformément aux décisions de Congrès, reconnus par la Fédération.

Peut-être aussi veulent-ils former une autre Fédération ! Au moment où celle-ci est en pourparlers avec la Fédération de la rue Lafayette en vue de réaliser l'Unité, force indispensable contre un patronat fortement groupé et décidé à abolir les huit heures et à baisser nos salaires déjà bien insuffisants, ils n'hésitent pas et se séparent de nous.

Ils font la scission !

Les travailleurs de la Maçonnerie-Pierre et ceux de la Charpente en Bois ne les suivront pas ; le S. U. B. leur rappelle que la vie de ces deux sections techniques, de ces deux corporations, continue au sein du S. U. B., où, pour défendre leurs intérêts menacés par le patronat, ils doivent sans délai prendre leur place, ils y trouveront la solidarité agissante de tous les corporatistes des autres sections fusionnées dans le S. U. B., seul groupement reconnu.

Les Sections continuent

Ils diront aux politiciens d'aller faire leur besogne ailleurs ; trompée toujours par eux, la classe ouvrière n'a plus confiance en eux, elle les laissera à leur mauvaise besogne de diviseurs. Les travailleurs de ces deux corporations se rappelleront que ce n'est que fortement unis et non divisés qu'ils arriveront à appliquer la maxime du Syndicalisme : « Bien-être et Liberté ».

Tous dans leurs Sections techniques ! Avec le Syndicat unique ! Avec la Fédération du Bâtiment !

Dans les Services Publics

Le Comité Intersyndical Unitaire des Services Publics informe les travailleurs des S. P., concédés, assimilés et A. P., que par suite de la délibération du Conseil municipal du 16 février, un arrêté préfectoral en date du 26 février homologue cette délibération, en apportant une modification à l'article 6 du règlement général, spécifiant que pour les années bissextiles c'est 366 jours qui seront payés.

Rappelons en passant que cette revendication n'était pas nouvelle et que, de nouveau posée par le Comité Intersyndical Unitaire, elle vient d'être heureusement solutionnée.

En raison de la décision tendant à payer la journée du 29 février, l'assemblée générale des électriciens, qui devait se tenir ce soir, est supprimée.

FAITES DES ABONNES au « Libertaire »

Découpez le placard ci-contre et faites-le remplir par un camarade

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE	POUR L'ÉTRANGER
Un an..... 72 fr.	Un an..... 112 fr.
Six mois..... 36 fr.	Six mois..... 56 fr.
Trois mois..... 18 fr.	Trois mois..... 28 fr.

Chèque postal : Ferandel 586-65

De préférence utilisez notre Compte Chèque Postal Ferandel n° 586-65 Paris

Vos frais d'envoi de fonds ne s'élèveront qu'à 0 fr. 25 — aucun risque de perte.

Aux jeunes Métallurgistes

Jeunes camarades, regardez autour de vous à l'heure présente. La situation qui nous est faite est intolérable. Nos salaires ne sont plus suffisants et, de ce fait, des grèves éclatent un peu partout. Dans les usines, les jeunes sont nombreux, et c'est surtout sur eux que pèse le joug du patronat.

Jeunes métallurgistes, vous devez réagir, il vous faut un groupement de jeunes indépendants des partis politiques, un groupe où les jeunes syndiqués, confédérés, unitaires, autonomes et même les non syndiqués se retrouvent pour s'éduquer, s'aider et devenir plus forts devant les dirigeants et le patronat.

Ce groupement existe, c'est la Jeunesse syndicaliste des métaux. Jeunes métallurgistes ne vous laissez pas manœuvrer par certains politiciens soi-disant unitaires qui veulent créer un autre groupement à côté du nôtre ; les jeunes ne doivent pas connaître la division.

Jeunes métallurgistes, tous à la Jeunesse Syndicaliste des Métaux.

R. ENGEL.

Au Comité International des Mineurs

LES RUSSES ONT DEMANDÉ LEUR ADISSION

Le C. I. des Mineurs s'est réuni à Bruxelles. La Fédération russe de Mineurs a demandé son admission à la Fédération internationale des Mineurs, et sa participation au Comité exécutif. Elle a déclaré grouper 60.000 adhérents.

Frank Hodges, ancien secrétaire des travailleurs du sous-sol de Grande-Bretagne, et président du Comité international des mineurs, qui est aujourd'hui lord civil de l'Amirauté, a répondu que les Russes devraient accepter, au préalable, les statuts de la Fédération internationale, qui interdisent de faire partie en même temps d'une autre fédération.

Les Russes devraient en outre prendre l'engagement d'exécuter, en toute indépendance, les décisions des congrès et des comités, et de ne pas passer sous les fourches caudines de l'Internationale politique de Moscou.

Le mineur lord civil a cité comme exemple, à l'appui de sa thèse, la Fédération des Trade-Unions de Grande-Bretagne qui serait, d'après lui, indépendante du parti travailliste parlementaire.

Le Comité a approuvé cette réponse.

N'est-ce pas piquant de voir les mineurs anglais représentés par un sous-ministre ? Et cette fédération russe, adhérente à l'I. S. R. qui va s'offrir à Amsterdam, par le canal de la Fédération internationale des mineurs !

Pauvres mineurs d'Angleterre, de Russie et d'ailleurs !

Les délégués ont ensuite expliqué que l'accord qui existe entre les patrons et les ouvriers des mines, en Grande-Bretagne, expire le 17 avril prochain. Grâce à cet accord, les mineurs ont gardé intacte la journée de sept heures de travail effectif. Les salaires représentent une augmentation moyenne de 40,2 0/0 sur ceux de 1914. Mais dans certains districts, cette augmentation n'a été que de 20 0/0, alors que le coût de la vie a monté de 77 0/0.

Le 21 mars, les travailleurs défendront, à la Chambre des Communes, une loi sur les salaires minimum des mineurs. Si celle-ci n'est pas votée ou qu'une autre solution ne soit pas trouvée, il se peut que la grève éclate.

A la même époque, la convention des mineurs américains prend fin, et là aussi on redoute la cessation du travail.

Les membres belges et français du comité se sont surtout préoccupés de l'afflux des ouvriers étrangers dans les mines. En effet, du mois de janvier 1922 au 30 juin 1923, 300.000 Polonais sont venus en France, et non moins de 78 0/0 d'entre eux sont employés dans les mines.

Puis la résolution suivante sur les huit heures est votée.

« Le Comité international des mineurs déclare, de façon catégorique, que la prolongation de la journée de travail, dans un pays quelconque, n'est pas le moyen indiqué de restaurer l'équilibre économique détruit par la guerre, et fait appel aux organisations de mineurs de tous les pays pour s'opposer, par tous les moyens utiles, à la prolongation des heures de travail actuelles des travailleurs des mines. »

Un amendement à cette résolution est également accepté. Il invite les centrales syndicales de tous les pays à faire respecter la convention internationale de Washington, afin d'assurer un maximum légal de huit heures, et d'agir surtout dans les cas où les ouvriers font plus de huit heures.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Camarade administrateur du « Libertaire »

9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e)

Ci-joint veuillez trouver (ou bien)

Je vous adresse ce jour d'autre part la

somme de.....

en mandat-poste (ou carte) ou chèque

postal pour un abonnement de..... mois.

NOM et PRENOMS.....

PROFESSION.....

ADRESSE.....

DEPARTEMENT.....